



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Affaires Culturelles

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:  
**Boutique du musée des Arts et Traditions Populaires de Draguignan - Nouveaux articles et prix**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉS:**

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

**ABSENTS :**

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Christophe CARRIERE

**RAPPORTEUR :** Madame Nicole FANELLI

Transmis le : 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

Afin de maintenir l'attractivité de l'espace boutique du musée des Arts et traditions Populaires de Draguignan, de nouveaux articles sont régulièrement proposés aux visiteurs.

Ainsi, les produits suivants sont proposés à la vente :

<b>LIVRES</b>	<b>Prix d'achat</b>	<b>Prix de vente</b>
Je colorie la Provence	2,61 €	3,90 €
Histoire des tissus en France	9,98 €	14,90 €
Tampons provençaux	7,97 €	11,90 €
Routes de la lavande	11,06 €	16,50 €
Naissance des écritures	9,98 €	14,90 €
Authentique cuisine de Provence	8,04 €	12,00 €
Cuisine à la plancha	3,75 €	5,60 €
<b>PRODUITS COSMETIQUES</b>	<b>Prix d'achat</b>	<b>Prix de vente</b>
Savon 100 gr	0,90 €	2,00 €
<b>ARTISANAT</b>	<b>Prix d'achat</b>	<b>Prix de vente</b>
Cigale magnet	1,80 €	3,50 €
Coccinelle magnet	1,80 €	3,50 €
Coquelicot magnet	1,80 €	3,50 €
Bougie 65 gr	3,00 €	6,20 €

En conséquence et au vu de l'avis de la commission des Affaires Culturelles en date du 25 novembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir approuver ces nouveaux tarifs.

Les crédits seront imputés sur le chapitre 70, article 7062.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.